

**Arrêté du 10 janvier 2025 portant cessation de fonctions et nomination
(régisseurs d'avances et de recettes) à la cour d'appel de Fort-de-France**

NOR : JUSB2501100A

Le ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;

Vu le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et d'avances auprès des greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2022 portant modification de l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2022 portant modification de l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales et l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 30 décembre 2024 ;

Vu les arrêtés de délégation des chefs de la cour d'appel de Fort-de-France, en date du 26 août 2024 et du 17 décembre 2024, portant délégation à la cour d'appel de Fort-de-France de madame Alexandra ODRU ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Il est, à compter du 30 novembre 2024, mis fin aux fonctions de Madame Lora TISSIER, greffière, en sa qualité de régisseuse des recettes et d'avances auprès de la cour d'appel de Fort-de-France.

Article 2

Il est, à compter du 26 novembre 2024, mis fin aux fonctions de Madame Amélie ROSAMOND, adjointe administrative principale, en sa qualité de mandataire suppléante auprès de la cour d'appel de Fort-de-France.

Article 3

Madame Alexandra ODRU, directrice des services de greffe judiciaires placée au service administratif régional de la cour d'appel de Fort-de-France, déléguée à la cour d'appel de Fort-de-France par arrêtés des chefs de la cour d'appel de Fort-de-France, est nommée régisseuse intérimaire auprès de la cour d'appel de Fort-de-France, pour une période de 02 mois et 3 semaines, du 09 décembre 2024 au 28 février 2025.

Article 4

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Fort-de-France, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 10 janvier 2025

Par délégation,
P/Le directeur des services judiciaires,
P/La sous-directrice des ressources humaines des greffes,
Le Chef du bureau des affaires générales et,
des personnels contractuels



Jérôme FERRU

Le régisseur	signature
--------------	-----------

--	--